Réforme pénale : réactions poltiques

Publication : vendredi 1 août 2014 13:55

AFP, 30 août 2013

Date : 30/08/2013
Pays : FRANCE
Edition : Fil Gen
Périodicité : Quotidien
Surface : 117 %

Mots : 790

Réforme pénale: réactions politiques

Paris, 30 août 2013 (AFP) -

Voici de nouvelles réactions politiques à la présentation vendredi par le Premier ministre Jean-Marc Ayrault des ultimes arbitrages sur la réforme pénale voulue par le gouvernement:

- Marie-Pierre de la Gontrie, secrétaire nationale du PS aux libertés publiques et à la justice: "Dans le respect des engagements présidentiels, une nouvelle ère débute dans l'histoire pénale de notre pays : après 10 ans d'une politique pénale de droite erratique, contre-productive dans la lutte contre la récidive, l'efficacité est le mot d'ordre de cette reforme gouvernementale (...) C'est une réforme équilibrée, qui s'appuiera à la fois sur l'institution judiciaire et l'institution policière avec l'appui des zones de sécurité prioritaires, et qui prend en compte les victimes, dont le droit à l'information sera garanti tout au long de la procédure. Enfin, c'est une réforme qui se donne les moyens de ses ambitions, avec la création de postes de juges d'application des peines et de plusieurs centaines de postes dans les SPIP, et l'objectif une réduction du nombre de personnes suivies par agent" (communiqué)
- Nicolas Dupont-Aignan, député, président de Debout la République, appelle à manifester dans la rue contre le projet de réforme: "Aujourd'hui les masques sont tombés. Les arbitrages rendus par l'Élysée sur la réforme pénale ne laissent plus aucun doute sur les intentions socialistes. Désormais ce sera +journées portes ouvertes+ dans les prisons françaises. Après le psychodrame estival, Christiane Taubira est gagnante sur toute la ligne. Manuel Valls n'a plus qu'à ravaler son chapeau".

"Derrière le papier cadeau de fermeté (...) avec cette loi, le laxisme de notre justice va être institutionnalisé et généralisé. La prison va devenir l'exception. (...) Aujourd'hui j'appelle tous les élus à se mobiliser contre ce projet d'impunité pour tous. (...) Tous les Français sont concernés. La +Manif pour tous+ avait réussi le tour de force de réunir 1 million de personnes dans les rues. S'il faut en passer par là, je souhaite qu'une telle mobilisation prenne forme pour éviter cette folie. A l'impunité pour tous des socialistes, nous devons opposer l'impunité zéro des républicains" (communiqué)

- Gérald Darmanin, député UMP du Nord: "François Hollande vient, comme à son habitude, de prendre une non-décision particulièrement grave pour la sécurité des Français. (...) Refusant de quitter les lunes idéologiques de la gauche, qui considère le délinquant comme une victime de la société et voit dans l'excuse sociale l'explication de toute forme de violence, le président de la République a malheureusement entériné une réforme pénale d'un grand laxisme, qui découragera forces de police et citoyens. En continuant à ne pas vouloir augmenter le nombre de places de prison, en laissant une grande marge d'appréciation dans les condamnations par les magistrats et en sauvegardant la désastreuse proposition de Madame Taubira qu'est la généralisation de la peine de probation, le gouvernement socialiste se rend coupable de la prochaine explosion de la délinquance dont les Français seront les victimes" (communiqué)
- Bruno Beschizza, secrétaire national de l'UMP en charge de l'emploi des forces de sécurité: "La gauche a fait le choix de l'idéologie contre la sécurité de nos compatriotes. Suppression des peines planchers pour les multi-récidivistes, suppression de la sanction avec la mise en place d'une contrainte pénale : la gauche a beau utiliser des mots savants, il ne s'agit rien de moins que l'annonce de la fin des peines de prison" (communiqué)
- Jean-Pierre Sueur, président PS de la commission des Lois du Sénat, se réjouit "des déclarations du président de la République et du Premier ministre qui valident la cohérence et les priorités de la réforme pénale préparée par la garde des Sceaux (...) Second sujet de satisfaction : le dépassement, dans les propos du président de la République et du Premier ministre, d'une opposition qui n'a pas lieu d'être entre justice et sécurité. Une meilleure justice avec des peines mieux adaptées, effectivement exécutées, et moins de récidive, cela contribue fortement à la sécurité. Nous voulons à la fois plus de sécurité et une justice plus efficace. Ce n'est pas contradictoire mais complémentaire" (communiqué)
- Jean-Jacques Urvoas, président PS de la commission des lois de l'Assemblée nationale: "Si la justice est

Tous droits de reproduction réservés

Phoca PDF